

Luxembourg, le 17 décembre 2025
PLs 8600 et 8601



MOTION

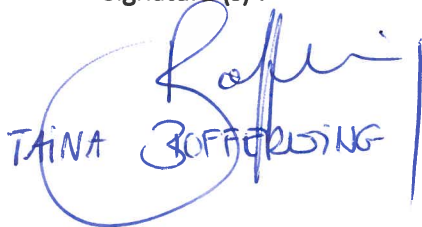
La Chambre des Député-e-s,

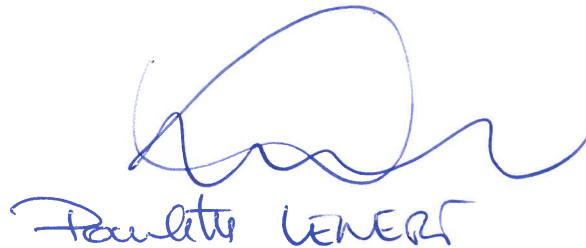
- considérant que le débat budgétaire constitue un moment fondamental de l'activité parlementaire et que la trajectoire financière de l'État doit être planifiée de manière transparente, cohérente et durable, non seulement pour l'année courante mais aussi pour les années à venir ;
- considérant que de nombreuses mesures importantes sont déjà annoncées ou attendues pour les années à venir, notamment en matière de dépenses militaires, de réforme fiscale, de lutte contre la pauvreté, de santé publique, de transition écologique et de modernisation numérique ;
- considérant que ces engagements impliquent des besoins financiers considérables, récurrents et parfois structurels, qui ne sont pas pleinement reflétés et chiffrés dans la programmation financière pluriannuelle actuellement soumise à la Chambre ;
- considérant qu'à l'échelle internationale, les rapports récents de Mario Draghi et d'Enrico Letta mettent en lumière l'ampleur des besoins d'investissement pour répondre aux défis géopolitiques, à la transition écologique, à l'innovation, estimant qu'une stratégie de financement de plusieurs centaines de milliards d'euros par an est nécessaire si l'Union européenne veut maintenir sa place dans le monde et soutenir les transitions structurelles à venir ;
- considérant que la simple projection des besoins d'investissement européens illustre l'ampleur du défi financier qui attend les États membres et souligne la nécessité d'une planification financière robuste, cohérente et socialement responsable ;
- considérant que certaines recettes actuellement significatives pour le budget de l'État, notamment celles issues du tabac, estimées à environ 1,3 milliard d'euros pour l'année 2026, sont susceptibles d'évoluer, voire de diminuer, à moyen ou long terme, en particulier en raison d'engagements internationaux ou européens ;
- considérant qu'il est dès lors indispensable d'anticiper ces évolutions afin d'éviter des déséquilibres budgétaires futurs et de garantir la capacité de l'État à financer durablement ses politiques publiques ;
- considérant que l'absence de chiffrage précis des mesures futures dans le budget pluriannuel rend difficile pour le Parlement et la population d'apprécier les conséquences financières et politiques des engagements publics envisagés ;
- considérant qu'une stratégie nationale claire de renforcement des recettes est indispensable pour garantir un contre-financement crédible des mesures prévues, tout en maintenant la soutenabilité des finances publiques et la justice intergénérationnelle ;

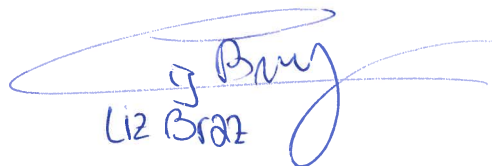
invite le Gouvernement à :

- élaborer et présenter à la Chambre des Député-e-s une stratégie globale pour accroître et sécuriser les recettes de l'État, afin de permettre la contre-financement des engagements budgétaires futurs, en tenant compte des défis géopolitiques, de la transition écologique, de la transformation numérique, de la cohésion sociale et des obligations internationales ;
- analyser l'évolution prévisible de certaines recettes aujourd'hui importantes, susceptibles de diminuer à moyen ou long terme en raison d'engagements internationaux ou d'objectifs de politiques publiques, et d'en évaluer les impacts potentiels sur l'équilibre budgétaire ;
- préparer l'État à ces évolutions structurelles, en identifiant de manière prospective des sources de recettes alternatives et durables, afin d'assurer la continuité du financement des politiques publiques et d'éviter toute dépendance excessive à des recettes appelées à disparaître.

Signature (s) :


TINA ZOFFERSING


Pauline LENEART


Liz Braet